

# Un rapport propose des mesures radicales pour l'École polytechnique

Quel sera l'avenir de l'École polytechnique, placée sous la tutelle du ministère de la Défense? Eh bien si l'on en croit le rapport que vient de remettre au gouvernement Bernard Attali, conseiller maître honoraire à la Cour des comptes et président d'honneur d'Air France, l'X risquerait un « dépérissement » si elle n'adopte pas une « stratégie de croissance ».

Le fonctionnement de l'École polytechnique a donné lieu à maintes observations, faites notamment par la Cour des comptes ou, plus récemment, par le député (Les Républicains) François Cornut-Gentille, qui a remis un rapport remarqué à ce sujet l'an passé.

La question lancinante qui se pose porte sur la finalité de l'X, qui, malgré la tutelle du ministère de la Défense, fournit une petite vingtaine d'ingénieurs de l'armement par an. En tout, environ 70 élèves (sur plus de 400) rejoignent un corps de l'État à l'issue de leur scolarité, les autres choisissant de faire carrière dans le privé, dont 48% exercent leurs talents dans l'industrie. Aussi, M. Cornut-Gentille avait noté que Polytechnique fournissait de « moins en moins d'ingénieurs mais de plus en plus de managers ».

En outre, le système dit de la « Pantoufle » a également été régulièrement brocardé. Si les élèves, qui ont un statut d'officier sous contrat et qui perçoivent donc une solde, travaillent pendant moins de 10 ans au sein d'un corps de l'État, alors ils doivent rembourser leurs frais de scolarité (45.000 euros). Cette disposition ne s'appliquait pas pour ceux partis dans le privé. Un décret, signé en mai, malgré un avis défavorable du Conseil d'État, a mis un terme à ce qui était vu, à juste titre, comme un dysfonctionnement et une injustice.

Quoi qu'il en soit, ce décret au sujet de la « Pantoufle » ne règle pas tous les problèmes de l'X. D'où le rapport commandé à Bernard Attali pour proposer des réformes afin d'assurer son avenir. Et en la matière, cet ancien haut-fonctionnaire, dont le frère, Jacques, est sorti de Polytechnique avant d'entrer à l'ENA et se tourner vers les sciences dites économiques, n'y est pas allé avec le dos de la cuillère.

Partant du constat que l'École polytechnique est « trop petite », « trop peu visible à l'international » et que son recrutement a une « trop faible diversité sociale », Bernard Attali a donc émis plusieurs recommandations rapportées par [le quotidien Le Monde](#) et l'AFP.

Parmi celles-ci, il est question de regrouper l'X avec d'autres écoles scientifiques de l'université Paris-Saclay, afin de constituer un « ensemble à même d'affronter la compétition internationale » et de rivaliser avec des campus prestigieux comme celui de Stanford (États-Unis). « Il est temps de regarder la réalité en face », explique Bernard Attali car « les grands pôles américains et asiatiques ne cessent de gagner du terrain ».

S'agissant du mode recrutement, qui repose jusqu'à présent sur un concours de niveau mathématique spécial, il s'agirait d'autoriser les bacheliers à intégrer l'école pour suivre une filière qui les conduirait au niveau licence. Cette mesure permettrait à l'X d'être présente sur un « marché concurrentiel ». Il est aussi recommandé de « quadrupler le nombre d'élèves internationaux » afin de « changer d'échelle ».

Autre mesure : la suppression du classement de sortie en fin de troisième année. Ce dernier est déterminant pour les polytechniciens qui optent pour une carrière au sein d'un grand corps de l'État dans la mesure où leur position leur permet de choisir leur future affectation. Pour Bernard Attali, c'est une méthode « surannée ». Et de préconiser d'adopter les pratiques du privé, avec un recrutement sur dossier assorti d'un entretien de motivation.

Le rapport recommande aussi de supprimer la sole des élèves et d'instaurer à la place un système de bourses sociales. « Le contribuable finance déjà des études coûteuses à des catégories pour la plupart aisées de la population, quel sens y a-t-il à leur verser en sus un traitement? », demande Bernard Attali. Seulement, dans ce cas, le lien entre l'École polytechnique et le ministère de la Défense risque d'en prendre un coup.

À ce sujet, le rapport demande une « redéfinition substantielle » des relations de l'X avec l'État. Si le lien avec la Défense « se justifie aujourd'hui », il manque de « vigueur » et ne doit pas se limiter au « versement d'une simple subvention ». Pour autant, la formation et l'encadrement militaires donnent « un sens de l'État et du service public ». Et ce qui fait la « singularité » de Polytechnique qu'il faudrait « préserver ». Est-elle appelée à durer? « Peut-être pas », a écrit M. Attali, d'après [Le Monde](#).

Ces mesures permettront-elles de redonner à l'École polytechnique son sens premier, qui est de former des ingénieurs et non pas des « managers »? Reste à voir ce que le gouvernement en fera. On en aura sans doute une idée dès ce 6 juin, à l'occasion de la venue, à Palaiseau, du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, la traditionnelle cérémonie de passation du drapeau.

Source : zone militaire - [opex360.com](#)

Posté dans [Industrie](#) par [Laurent Lagneau](#) Le 06-06-2015